ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2024

PORTANT RÉPARATION DES PERSONNES CONDAMNÉES POUR HOMOSEXUALITÉ
ENTRE 1942 ET 1982 - (N° 1915)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° CL29

présenté par
M. Raphaël Gérard

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:

Le troisième alinéa de l'article 2-6 du code de procédure pénale est complété par une phrase ainsi rédigée :

« L'action d'une telle association est également recevable en ce qui concerne les destructions ou dégradations de monuments, lorsqu'elles ont été commises avec la circonstance aggravante prévue à l'article 132-77 du code pénal. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet d'améliorer la répression judiciaire des affaires de dégradation ou destruction des lieux de mémoire des personnes LGBT+ en permettant aux associations d'ester en justice dès lors que l'infraction a été commise avec la circonstance aggravante mentionnée à l'article 132-77 du code pénal.

A titre d'illustration, la plaque commémorative en hommage à Bruno Lenoir et Jean Diot, les deux derniers hommes condamnés à mort pour homosexualité en France, a été vandalisée à Paris à plusieurs reprises.